**Extrait du registre des délibérations
du Conseil Municipal
Séance du 28 Septembre 2017**

DATE DE CONVOCATION : 15 Septembre 2017

DATE D’AFFICHAGE : 09 Octobre 2017

NOMBRE DE CONSEILLERS : - En exercice : 11 - Présents : 10
 - Votants : 10 - Absents : 1

L’an deux mil dix-sept, le 28 Septembre à 20h30, le Conseil légalement convoqué, s’est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur Bruno GAUTIER, Maire.

Membres présents : M. GAUTIER Bruno, M. COURTIER Michel, M. DECHAMP Jean-Luc, M. DHAUSSY Mickaël, M. FROGNEUX Philippe, M. GNOS Jacques, Mme GUITTON Sophie, M. LADET André, Mme LEMAURE Delphine et M. REGNIER Guy.

Pouvoir : /

Absents excusés : Mme BOUZAROU Véronique.

Secrétaire de séance : Mme Sophie GUITTON

Le compte-rendu de la séance du 30 Juin 2017 est adopté à l’unanimité.

L’ordre du jour est ensuite abordé.

**Objet de la délibération :
Indemnité de gestion du Receveur Municipal**

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu l’article 97 de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée,

Vu le décret n° 82-979 du 19 novembre 1982 modifié par le décret n° 91-974 du 16 août 1991,

Vu l’arrêté ministériel du 16 décembre 1983,

Considérant l’aide apportée par le Receveur Municipal pour la tenue des comptes, pour l’enregistrement des opérations comptables de la commune, ainsi que pour les conseils apportés,

Après en avoir délibéré

Considérant le changement de comptable en début d’année 2017,

Monsieur le Maire propose que l’indemnité de conseil et de budget soit versée à Madame Nadine TAMIC au taux maximum.

Après en avoir délibéré

Le Conseil municipal,

A l’unanimité des membres présents et représentés

Décide d’attribuer pour la durée du mandat municipal au receveur en poste à Meaux une indemnité de conseil et de budget au taux maximum calculée suivant l’arrêté ministériel du 16 décembre 1983

Dit que les crédits nécessaires au paiement de cette indemnité s’imputeront sur ceux ouverts à l’article 622 du budget de la commune.

Objet de la délibération :
Signature du marché de Maîtrise d'œuvre – Société BEIMO

Monsieur Le Maire, rappelle au Conseil Municipal la consultation lancée sous la forme d'une procédure adaptée, pour la désignation d'un Maître d'œuvre pour la réalisation des opérations de voiries, réseau pluvial et parking envisagées par la commune.

La consultation a donné lieu à la conclusion d'un marché de services, pour un montant d'honoraires maximum de 5 100,00 euros HT.

Le choix de l'attributaire effectué par la Personne Responsable du Marché, s'est porté sur la proposition de la **SARL BEIMO** sise : 2 Bis rue du Coq Lombart 02200 SOISSONS.

Après en avoir délibéré à l'unanimité, le Conseil Municipal :

- **Approuve** le choix du pouvoir adjudicateur,
- **Autorise** Monsieur le Maire à signer le marché avec le titulaire désigné ci-dessus.

Questions Diverses

Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) :

Monsieur le maire indique que suite à l'approbation du SCOT Marne-Ourcq en date du 27 juin 2017, une réunion est prévue le 29 septembre courant pour reprendre l'étude du Plan Local d'Urbanisme et aborder le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (P.A.D.D.). Ce document primordial a pour fonction de définir le projet communal et de traduire son évolution pour les prochaines années.

Police de l'eau :

Monsieur le Maire, suite à sa rencontre avec une personne chargée de l'instruction police de l'eau - rivières et inondations à Meaux, confirme que le lit des cours d'eau non domaniaux appartient aux propriétaires des deux rives conformément à l'article **L 215-2** du code de l'environnement et c'est le propriétaire riverain qui doit assurer l'entretien régulier du cours d'eau en application de l'article **L 215-14** du code de l'environnement.

Celui-ci est notamment tenu d'enlever les embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, de faucher localement et d'entretenir la végétation arborée de la rive par élagage et recépage. Leur finalité est de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique. Le profil en long et en travers du lit mineur ne doit pas être modifié sensiblement par le déplacement ou l'enlèvement de sédiments au cours de ces opérations d'entretien.

La collectivité peut assurer l'entretien du cours d'eau à la place des propriétaires riverains dans le cadre d'une procédure administrative de Déclaration d'Intérêt Général (DIG), définie à l'article **L211-7** du Code de l'Environnement et aux articles L151-36 à L151-40 du Code Rural.

Si la collectivité ne souhaite pas se substituer aux obligations d'entretien des propriétaires riverains et que ceux-ci ne veulent pas effectuer le moindre entretien, le code de l'environnement permet au maire ou à la collectivité de faire procéder aux travaux à la charge des riverains, en application de l'article **L 215-16** du code de l'environnement qui permet à la collectivité, après une mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai déterminé, d'y pourvoir d'office à la charge de l'intéressé.

Par contre les travaux, notamment la restauration des berges, autres que l'entretien tel que défini à l'article L 215-14 du code de l'environnement peuvent être soumis à procédure de déclaration ou d'autorisation au titre du **L214-1 à 6**, au regard d'une ou plusieurs rubriques de la nomenclature eau définie à l'article **R214-1** de ce même code.

Travaux

- Les nids-de-poule repérés sur le territoire seront rebouchés par l'agent technique d'ici quelques jours.
- Le nettoyage des toitures des bâtiments communaux a été effectué par les entreprises Vagner Jean-Jacques couverture et Matonin SARL.

Finances

Monsieur le Maire informe le conseil municipal qu'il a reçu Mme Nadine TAMIC Receveur de la trésorerie de Meaux municipale et banlieue afin de faire le bilan des dépenses de la commune pour l'exercice 2016. En conclusion, la situation financière de la commune apparaît satisfaisante pour 2016 mais peut rapidement devenir tendue.

Gîte rural

Les habitants du pavillon détruit par un feu fin Août ont été relogés dans le gîte rural.

Dégradations

Monsieur le Maire fait état de plusieurs dégradations du terrain de boules et de football par des jeunes en moto cross et quad. Plusieurs conseillers municipaux dénoncent ces dégradations gratuites et le vacarme qu'occasionnent ces engins y compris le week-end par ces jeunes qui résident sur la commune.

D'autre part, Mme Delphine LEMAURE souligne qu'il est malheureux que des enfants ne puissent pas aller jouer au terrain de jeux car ils y trouvent de mauvaises fréquentations.

Déjections canines

Il est demandé aux propriétaires de chiens un peu de civisme, en ne les laissant pas faire leurs besoins sur les trottoirs et aires de jeux.

Agenda

- Samedi 11 novembre 2017 : Dépôt de gerbe au monument aux morts.
- Dimanche 03 décembre 2017 : repas en faveur des aînés de la commune.
- Samedi 16 décembre 2017 : Noël des enfants.

La séance est levée à 22 heures 00